

« Protéger les enfants et leur donner les moyens d'agir, au lieu de les faire taire et de les mettre sur la touche ! »

Holly Shorey, âgée de 20 ans, est vice-présidente du Comité du Réseau droits des enfants d'Amnesty International Royaume-Uni. Elle est déterminée à faire des droits des enfants une réalité et à prouver que les jeunes sont vraiment les leaders d'aujourd'hui !



Témoignage de Holly Shorey

recueilli en juin 2019 par Amnesty International

« Les enfants s'entendent souvent dire qu'ils sont l'avenir, qu'ils résoudront les problèmes du monde, qu'ils inventeront des solutions et qu'ils seront les "leaders de demain". Pourquoi seulement demain ? Pourquoi ne pas reconnaître que les enfants sont aussi courageux, forts et indépendants que les adultes défenseurs des droits humains ? »

Les enfants ne devraient pas avoir à attendre de grandir pour être écoutés. C'est pourquoi je m'efforce de soutenir les enfants défenseurs des droits humains et de leur donner les moyens d'agir.

Récemment, nous avons vu des milliers d'enfants à travers le monde se mettre en grève pour faire entendre leur voix sur la crise climatique. Si notre travail a été salué par certains, des adultes au pouvoir et certains médias n'ont cessé de critiquer ces enfants admirables pour avoir défendu leurs droits. Parfois, ce sont les mêmes personnes qui décrivent les enfants et les adolescents comme apathiques et sans expérience. On fait taire les enfants, on les met sur la touche et on leur donne l'impression que leur avis ne compte pas sur les sujets qui les concerneront le plus.

Je pense que nous devons tous nous montrer solidaires avec les enfants défenseurs des droits humains et ce qu'ils accomplissent, et lutter contre ce discours néfaste envers des enfants.

Tout le monde a le droit d'être entendu.

FAIRE ENTENDRE MA VOIX

J'ai commencé à m'impliquer dans la défense des droits des enfants par le biais du Réseau droits des enfants d'Amnesty International Royaume-Uni. À 15 ans, j'ai intégré un groupe de jeunes d'Amnesty International Royaume-Uni. Depuis l'enfance, j'avais toujours défendu ce en quoi je croyais ; l'injustice m'avait toujours scandalisée. Au Royaume-Uni, par exemple, un dispositif acoustique baptisé Mosquito est utilisé pour éviter que des jeunes se rassemblent devant des magasins, des gares et des parcs. J'ai vu comme il était douloureux pour les oreilles et combien il était injuste que des enfants, qui ne faisaient rien de mal, soient empêchés de se réunir. Je savais que ce n'était pas bien, mais je n'avais pas de moyen de faire entendre ma voix.

Par le biais de notre travail avec le Réseau droits des enfants d'Amnesty International Royaume-Uni, nous menons une campagne nationale pour le droit à la citoyenneté des enfants. Plus de 120 000 enfants au Royaume-Uni ne peuvent accéder à leur droit à la citoyenneté en raison des frais scandaleux exigés par le ministère de l'Intérieur. Pour chaque demande, facturée 1 012 livres sterling, le ministère touche 640 livres de bénéfices. Il n'est pas acceptable d'obliger des enfants à payer pour leurs droits. Notre campagne visant à diminuer ces frais a débuté à petite échelle, puis elle a pris de l'ampleur au sein du mouvement d'Amnesty International Royaume-Uni grâce à des groupes de jeunes et des syndicats. Nous avons recueilli plus de 23 000 signatures pour notre pétition en ligne, notre vidéo de campagne a circulé sur les réseaux sociaux et nous avons manifesté devant la Haute Cour en signe de soutien à l'examen par la justice de la légalité des frais.

Les enfants sont au centre de cette campagne et c'est encourageant de les voir agir. Mon rôle a été de veiller à ce que ce soit une campagne dirigée par des jeunes.

Ces derniers temps, toute notre énergie a été consacrée à notre campagne Make Rights Real [Faire des droits une réalité], qui est axée sur la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations unies. Ce texte est le traité relatif aux droits humains le plus ratifié au monde, mais la plupart des États, dont le Royaume-Uni, n'ont pas souscrit à sa procédure de présentation de communications. Par conséquent, les violations des droits de l'enfant peuvent être signalées au niveau national, mais si ces plaintes n'aboutissent pas, elles ne peuvent être renvoyées au niveau international. Sans possibilité de porter plainte lorsque nos droits sont bafoués par l'État, nous ne pouvons pas amener les gouvernements à rendre des comptes.

À l'approche du 30e anniversaire de la Convention, il est plus important que jamais de veiller à ce que les droits qui y sont inscrits soient une réalité dans la vie de tous les enfants.

LES JEUNES PRENNENT LES COMMANDES

En janvier, nous avons organisé une journée où les enfants ont pris les commandes du bureau d'Amnesty International Royaume-Uni à Londres. Des jeunes ont géré les services chargés du travail de plaidoyer, des

campagnes, de la presse et même le bureau de la directrice pendant toute la journée. Ils ont vraiment montré aux adultes comment s'y prendre. Nous travaillons actuellement sur un concours national de plaidoyer, intitulé "Use your voice to demand your rights" ["Utilise ta voix pour revendiquer tes droits"]. À cette occasion, des enfants de tout le Royaume-Uni discuteront des violations des droits de l'enfant dans le pays, avec des sujets tels que la précarité menstruelle, la justice climatique et la réduction des budgets consacrés à la santé mentale.

Vendredi 14 juin 2019, je représenterai Amnesty International à l'ONU lors de la réunion technique consacrée à la protection et au soutien apportés aux enfants en tant que défenseurs des droits humains.

J'ai hâte de parler des moyens de mettre en œuvre les recommandations issues de la Journée de débat général des Nations unies 2018 et de faire en sorte que les enfants soient pris au sérieux quand ils défendent leurs droits.

Les enfants sont souvent exclus du dialogue en matière de droits humains et j'espère que nous, par le biais d'Amnesty International, pourrons être les champions d'une culture véritablement participative. Faisons le nécessaire pour protéger les enfants et leur donner les moyens d'agir, au lieu de les faire taire et de les mettre sur la touche. »